

Déclaration de SUD éducation

Madame la Ministre,
Mesdames et Messieurs les membres du CSA,

C'est un CSA assez inédit qui est réuni aujourd'hui pour discuter de la répartition des moyens pour la rentrée scolaire 2025 alors que, d'une part, le budget 2025 n'est pas encore voté mais que, d'autre part, les suppressions de divisions ou les fermetures de classes commencent à être connues localement. Cette situation est symptomatique de l'instabilité politique et de la navigation à vue que subit l'éducation nationale depuis deux ans : là où on aurait besoin d'anticipation, de prospective et de concertation, nous n'avons jusqu'alors eu droit qu'à des grands chantiers annoncés sans réelle discussion préalable, à des décisions précipitées à la mise en oeuvre chaotique ou à des tergiversations préjudiciables.

Pourtant, l'école est à un point de rupture : elle a besoin de moyens pour répondre aux grands enjeux de société, en particulier en matière de reconversion écologique et de prise en compte des besoins de l'ensemble des élèves. Dans ce contexte, Madame la Ministre, il n'est plus possible de fonctionner en passant systématiquement en force et nous espérons vous voir rompre avec le mode de gouvernance qui vous avait conduit, dans d'autres fonctions, à imposer une réforme des retraites impopulaire, très largement combattue par les personnels de l'éducation et dont le refus s'est manifesté à plusieurs reprises dans les échecs électoraux du camp présidentiel. Si votre gouvernement a à cœur de préserver la démocratie, alors il doit prendre acte du blocage qu'il a créé par ce passage en force et abroger la réforme des retraites.

De même, vous n'êtes pas sans savoir que la politique éducative menée jusqu'à présent fait l'objet d'avis défavorables dans toutes les instances et est largement rejetée par les personnels qui revendiquent au contraire de véritables augmentations de salaires, la baisse du nombre d'élèves par

classe, une refonte de la formation initiale et continue, une rénovation du bâti scolaire et des moyens pour l'école inclusive, comme est venue le rappeler la grève nationale des AESH ce jeudi 16 janvier.

Nos attentes sont grandes, elles sont à la mesure de l'incompréhension, de la déception et de la colère qui se sont accumulées au cours des derniers mois : à rebours du projet du gouvernement Barnier, nous attendons qu'enfin le budget de l'éducation nationale nous permette de fonctionner, et d'accueillir correctement l'ensemble des élèves. L'enjeu pour SUD éducation n'est pas seulement d'éviter des suppressions de postes mais de gagner des moyens pour augmenter les salaires, améliorer les conditions de travail et créer des postes.

Nous demandons plus que jamais un vrai statut, un vrai salaire pour les AESH.

Nous attendons que les mesures du choc des savoirs et en particulier les groupes de besoin en 6e et 5e soient annulées dès la rentrée 2025 et que s'ouvre une vraie concertation sur les moyens à mettre en oeuvre pour faire réussir toutes et tous les élèves.

Nous souhaitons que les programmes d'EVARS soient présentés dans une séance dédiée du CSE et publiés afin que leur mise en oeuvre se fasse sans tarder.

Nous rejoignons enfin les autres organisations syndicales dans le soutien aux revendications des personnels de Mayotte : pour un plan de reconstruction écologiquement et socialement viable, le classement en éducation prioritaire des écoles et établissements scolaires de l'archipel, l'attribution de la prime à l'ensemble des personnels, et nous rappelons notre soutien à l'ensemble des personnels et des habitant·es de Mayotte.